



Direction  
Relations  
humaines

**Direction de l'environnement social au travail**

Affaire suivie par : Audrey DEPARCY

Directrice

audrey.deparcy@univ-lille.fr | 03.62.26.95.50



Direction  
Prévention des  
risques

**Direction de la Prévention des risques**

Affaire suivie par : Thomas BEQUEREL

Directeur

thomas.bequerel@univ-lille.fr | 03.62.26.85.05

**Le Président de l'Université**

aux

**Membres du CHSCT de l'Université de Lille**

Lille, le 19 avril 2021

**Objet : Réponse à l'avis du CHSCT du 19 mars 2021**

Mesdames et Messieurs les membres du CHSCT,

Les membres du CHSCT ont rendu en séance du 19 mars 2021, un avis relatif à la situation du service de santé au travail de l'université.

La réponse apportée par l'administration est la suivante :

1. La décision de mettre fin au contrat pendant la période d'essai du médecin du travail a été retirée, l'administration reconnaissant un vice de procédure. Le médecin du travail est maintenu dans ses fonctions au sein du service santé au travail : une lettre de mission lui a été transmise assortie du portefeuille de composantes et directions dont il aura à assurer le suivi en santé travail durant la durée de son contrat. A titre exceptionnel pendant la durée de sa période d'essai, son activité sera réalisée prioritairement sur le site de la cité scientifique.
2. Concernant la demande d'enquête dans le service de santé au travail formulée par les membres du CHSCT, la direction de l'université a pris la décision de solliciter les compétences d'un consultant. Il aura pour mission d'observer, d'analyser les pratiques professionnelles au sein du service, puis de proposer les mesures correctives, ainsi qu'un plan d'action et d'accompagnement du collectif dans le cadre de la mise en place du projet de service acté en 2020.

Je vous prie d'agréer, Mesdames et Messieurs les membres du CHSCT, mes salutations distinguées.

Le Président de l'Université

  
**Jean-Christophe CAMART**



Direction des relations humaines  
Université de Lille, domaine universitaire du Pont de Bois,  
BP 60149  
59653 Villeneuve d'Ascq Cedex  
drh@univ-lille.fr | www.univ-lille.fr

## **Avis du CHSCT du 19 mars 2021**

Plus de trois ans après la fusion de l'université de Lille, le CHSCT constate un turn-over inquiétant des médecins, des infirmières, des psychologues et personnels administratifs, rattachés au Service de santé au travail.

Le 15 mars 2021, le médecin du travail recruté le 8 février apprend, par lettre recommandée avec accusé de réception, qu'il est mis fin à sa période d'essai à compter du 17 mars, sans qu'il ait été procédé à un entretien préalable, au mépris du droit. Le CHSCT s'étonne que la direction de l'université ait donné une suite favorable et de manière précipitée à une décision unilatérale du médecin coordinateur du service à l'issue d'une réunion (le 11/03) après laquelle il aurait tenu, à l'égard de ce médecin, des propos indignes de sa fonction (« tu dégages du service, je t'interdis de consulter à partir de lundi »).

Pour le CHSCT, cette démarche est contraire aux nécessités et promesses de mise en place des moyens de prévention des risques professionnels pour garantir la santé et la sécurité à la hauteur des besoins de l'établissement et du rattrapage indispensable en matière de Suivi Médical Particulier (pointé dans le dernier rapport de l'ISST) ainsi que de visites terrain. La carence de médecins a fait l'objet d'alertes des CHSCT avant la fusion de l'université et le CHSCT renvoie ici encore à son avis voté à l'unanimité en séance du 25 novembre 2020.

Le départ régulier de ses personnels en santé au travail empêche le bon fonctionnement du service et au-delà, pour l'employeur, de répondre à ses obligations en matière de prévention en santé et sécurité au travail.

Pour toutes ces raisons, une alerte pour danger grave et imminent a été posée auprès de l'employeur, une entrée au registre prévu à cet effet (art. 5-8) a été effectuée. L'enquête a bien été organisée dans les 24h, et l'employeur a refusé de reconnaître le moindre danger. Cette divergence avec les représentants du personnel a conduit à la réunion d'urgence de ce CHSCT. Il faut néanmoins souligner les éléments suivants intervenus pendant l'enquête :

- le conseiller de prévention (CP) a souligné qu'après avoir contacté l'inspectrice santé et sécurité du ministère (ISST), celle-ci lui aurait assuré avant l'enquête, sans s'être rendue sur le site, et en tête à tête, que le risque n'existait pas ;
- les représentants du personnel au CHSCT participant à l'enquête ont pu constater que la représentante de l'employeur, le conseiller de prévention ainsi que le chef du service concerné s'étaient concertés avant l'enquête ; le CHSCT s'interroge sur les raisons ou les besoins de ce conciliabule préliminaire ;
- les agents choisis par l'employeur pour participer à l'enquête ont tous exprimé des points de vue étonnamment unanimes et en tout point conformes avec ceux du chef du service.

Tous ces éléments interrogent sur la sincérité de l'enquête menée par l'employeur, sur les conclusions qu'il en a tirées, et sur les mesures qu'il a prises, ou plutôt sur les mesures qu'il refuse de prendre...

Il faut souligner par ailleurs que nous n'avons pas connaissance d'un compte-rendu de cette enquête.

Le CHSCT s'interroge sur les conditions de travail et de sécurité au sein du service de médecine de prévention. C'est pourquoi, il demande à ce qu'une enquête du CHSCT soit programmée auprès de l'ensemble des personnels, actuels et partis, dans un délai d'un mois et pour une conclusion avant la mi-mai dans le Service de santé au travail de l'Université de Lille.